



# ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

## L'Édito

### Les braises sous la cendre

Suite aux « réponses » du gouvernement à la mobilisation des agriculteurs et agricultrices, FNSEA, CNJA et Coordination Rurale ont levé les barrages. Pour autant, rien n'est réglé sur deux points essentiels de la crise : la question du revenu agricole, la non remise en cause des règles du libre échange.

En ce qui concerne le revenu, l'annonce par le gouvernement d'un renforcement de la loi « Égalim » est de l'enfumage. Votée dès 2018 (on en est à « Égalim 3 »), elle ne permet pas de prendre en compte les coûts de production dans les prix payés aux producteurs et productrices. La revendication demeure d'un prix plancher garanti couvrant le prix de revient et permettant de vivre dignement de son travail. Une revendication qu'expriment les paysan·nes du monde entier, comme ceux et celles qui se mobilisent par millions en Inde.

Quant aux accords de libre échange, ce ne sont pas les clauses dites « miroir » soutenues par le gouvernement qui protégeront l'agriculture européenne des importations à bas prix venant de pays aux normes sociales, sanitaires et environnementales moins contraignantes, y compris de pays développés comme le Canada. La bataille pour des outils de régulation des échanges et la sortie du libre échange reste d'une brûlante actualité.

Dans ce contexte, la tribune co-signée le 1<sup>er</sup> février par la Confédération Paysanne, le MODEF, la CGT, la FSU et Solidaires ouvre la voix à un front commun de résistance et de contre-offensive bien utile.

## RAFAH

Rafah retient son souffle. Menacée par un carnage génocidaire, elle s'attend à une invasion terrestre de l'armée israélienne. Un grand danger pour l'humanité toute entière.

Israël a toujours franchi les lignes rouges et l'impunité lui a toujours été assurée par la Communauté Internationale notamment par les Etats-Unis. Située à l'extrême sud de la bande de Gaza sur une superficie de 55 km<sup>2</sup> adossée à la frontière égyptienne, Rafah compte 1 500 000 habitant.es - 27 000 par km<sup>2</sup> - dont 1 300 000 personnes déplacées de force du nord et du centre du territoire. Cette évacuation avait été ordonnée par l'armée prétextant "leur mise en sécurité". Mais, comme à son habitude, s'affranchissant de toutes les règles de la guerre et du droit international, l'armée sioniste a continué ses bombardements tous azimuts.

Depuis le début de la guerre, 4,5% des habitant.es de la bande de Gaza ont été tué.es ou blessé.es. Ce qui correspondrait à 3 millions de Français.es ou à 12 millions d'Étatsunien.es.

Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, a déclaré que le nombre d'enfants tués dans cette guerre est beaucoup plus important que dans toutes les guerres dans le monde pendant les 3 dernières années.

La partie de Gaza qui a été relativement épargnée jusqu'à présent, c'est Rafah. Si elle est détruite, où iront les Palestinien.nes ?

Netanyahou propose, pour "leur sécurité", de les laisser partir à condition que ce ne soit pas vers le nord de Gaza. Or ils ne peuvent pas non plus passer en Égypte, ni en Jordanie. Voudrait-on "les jeter à la mer" ?

De toute façon, le gouvernement israélien ne s'en cache pas : S'il n'arrive pas à vider Gaza par les bombardements, il rendra Gaza inhabitable, provoquant une expulsion "volontaire".

Rappelons que dès le 2<sup>ème</sup> jour de l'agression sur Gaza, Netanyahou proposait de renvoyer les Gazaoui.es vers le Sinaï. Le nettoyage ETHNIQUE qui a débuté en 1948 par la Nakba – 750 000 Palestinien.nes expulsé.es – n'est pas fini. Mais le peuple palestinien résiste. Il est toujours là. Une majorité de l'État israélien veut les expulser, mais vers où ? Il continue de faire pression sur l'Égypte en vue de cette déportation. Et dans ce cas, les Palestinien.nes savent parfaitement qu'il leur sera interdit de revenir sur leurs terres et que ce sera une deuxième Nakba « complétée », de la Cisjordanie vers la Jordanie, du nord d'Israël vers le Liban..

Pendant ce temps, l'administration Étatsunienne continue de participer à ces projets génocidaires en livrant armes et munitions à son allié.

**Assez de massacres. Pour éviter une 2<sup>ème</sup> Nakba, il faut maintenant un cessez-le-feu immédiat et pérenne.**

*Équipe d'Animation de la Commission Palestine/Israël*



## La mort de Navalny : un nouveau crime de Poutine

Alexei Navalny vient de mourir dans son camp de détention de l'Arctique russe. On ne connaît pas encore les causes exactes de sa mort. Mais, quelles qu'elles soient, elles renvoient à sa scandaleuse condamnation par une justice aux ordres du pouvoir et à son transfert dans une colonie pénitentiaire très dure, avec un régime spécialement aggravé pour lui. Il s'agit d'un assassinat d'État. Nous soutiendrons toutes les initiatives visant à assurer une enquête indépendante sur les causes et les circonstances exactes de la mort d'Alexei Navalny.

Cette terrible fin du principal opposant à Poutine vise à intimider celles et ceux qui oseraient se dresser contre l'autocrate du Kremlin et sa sale guerre en Ukraine.

Soutenons le combat des démocrates de Russie pour chasser du pouvoir Poutine et sa clique afin que s'instaure enfin dans ce pays une véritable démocratie. Soutenons celles et ceux qui, en Russie, s'opposent à la guerre. Exigeons la libération de tous-tes les prisonnier·ères politiques anti-guerre du goulag poutinien.

**ENSEMBLE! rend hommage au courage d'Alexei Navalny dans son combat pour la démocratie et contre la guerre de Poutine. Le 24 février, deux ans après le début d'une guerre sanglante, nous manifesterons notre indéfectible soutien au peuple ukrainien pour que cesse l'agression dont il est victime.**

# AFFAIRE GENEVIEVE LEGAY : LES ENJEUX D'UN PROCES



**R**envoyé au 11 janvier à Lyon, le procès du commissaire Souchi, donneur d'ordre de l'agression contre notre camarade Geneviève Legay le 23 mars 2019, était très attendu. La presse nationale, qui a couvert assez largement l'évènement, ne s'y est pas trompée.

Il y avait de quoi : ce procès dépaycé - la multiplication éhontée des mensonges répétés du procureur, du maire de Nice et du président de la république y a contribué - était une première. Par ailleurs, la tenue même de ce procès était déjà une première victoire pour Geneviève comme pour l'ensemble des victimes des violences policières : c'était un premier enjeu, majeur.

L'autre enjeu était de mettre l'accent sur la chaîne de commandements : trop facile de cibler uniquement le commissaire Souchi, caricature ultra-autoritaire, caractérielle et machiste comme on n'en fait (presque) plus...

Le délibéré sera rendu le 8 mars... mais en attendant, le procès de Lyon aura été un moment fort, avec la reconstitution des faits, l'audience des témoins, dont notre camarade Radija, après la parole de Geneviève, à la fois humaine et poignante, celle, politique, de Raphaël Pradeau pour ATTAC-France... Quel contraste avec le propos pathétique de Souchi, chargeant l'un de ses collègues et se défaussant avec une lâcheté sidérante !

Les plaidoiries du duo de la défense de Geneviève, Arié Alimi et Mireille Damiano, ont été aussi un moment fort, ainsi que le réquisitoire très sévère du procureur, adouci par une demande de condamnation avec sursis plutôt clémente.

On n'oublie pas pour autant que le combat contre les violences policières continue, bien au-delà du cas de Geneviève. Et ce n'est pas le verdict dans l'affaire Théo qui nous fera penser le contraire : si, pour la première fois, les violences policières ont été implicitement reconnues, la condamnation avec sursis et une peine plus que modeste des auteurs de la très grave agression contre Théo montrent l'étendue du chemin qui reste encore à parcourir pour que justice soit rendue et pour que cessent les violences policières !

Lire : [L'interview de Geneviève Legay après le procès de Lyon peut être consultée sur le site d'ENSEMBLE!](#)

## 24 FEVRIER - SECOND ANNIVERSAIRE DE L'AGRESSION IMPERIALISTE RUSSE CONTRE L'UKRAINE

### Solidarité totale avec la résistance ukrainienne !

**L**e 24 février, partout en France comme dans d'autres pays, sera l'occasion d'exprimer notre solidarité totale avec la résistance ukrainienne armée et non-armée.

À Paris, le **RESU** (Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine, dont **ENSEMBLE!** est partie prenante) mais aussi de nombreuses associations et l'intersyndicale au grand complet appellent à une marche, tandis que des rassemblements et autres manifestations sont au programme dans d'autres villes dans les régions.

Face à la dictature mafieuse et corrompue, raciste, sexiste et homophobe de Poutine - responsable de la mort récente de Navalny -, aucune hésitation et aucune complicité ne sont de mise ! L'enjeu est de taille : un succès de l'Ukraine dans cette guerre, même s'il ne semble pas possible à court terme, ne serait-il pas le meilleur atout pour une paix juste et durable, pour la chute de la dictature de Poutine et le rétablissement de la démocratie en Russie ?

Lien : [Lire le nouveau « 4 pages » d'ENSEMBLE!, spécial Ukraine.](#)

### L'appel du RESU

Le **Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine** (RESU) a été constitué dans les semaines qui ont suivi l'agression impérialiste russe contre l'Ukraine. Le RESU prend parti pour le soutien à la résistance armée et non-armée ; il fédère à l'échelle de toute l'Europe plusieurs dizaines d'associations, réseaux de maisons d'édition, syndicats, forces politiques de la gauche et de l'écologie (dont **ENSEMBLE!**). Il organise des activités de solidarité, d'information et de contacts par le bas avec la société civile, les forces associatives et citoyennes, syndicales, écologistes et féministes de l'Ukraine.

Lien : [Lire l'appel du RESU-France pour le 24 février](#)



**ENSEMBLE!** est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

**Pour nous contacter :**

[contact@ensemble-mouvement.com](mailto:contact@ensemble-mouvement.com)



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt\_ENSEMBLE



mouvement\_ensemble

